

L'avenir nous appartient

Contribution à la discussion sur le texte du projet socialiste

En quelques mots...	2
Avant propos	3
I. Investir dans notre avenir	5
I.1 L'éducation, priorité économique et sociale des années à venir	5
I.2 Le renouveau industriel	6
I.3 Les infrastructures de demain	8
I.4 Le défi d'un nouveau modèle	9
II. La République exemplaire : pour un nouveau contrat social	12
II.1 La République juste	12
II.2 La République protectrice	15
II.3 La puissance publique du XXI ^e siècle	17
III. Notre ambition européenne	21
III. 1 Quel modèle allemand ?	21
III.2 Pour une politique européenne de croissance	22
III.3 La régulation financière : l'Europe protectrice	24
III.4 Démocratie européenne et élargissement	25
III.5. Pour un nouveau partenariat Nord-Sud	27
Conclusion	29

EN QUELQUES MOTS...

Ce texte de contribution à la discussion sur notre projet donne une lecture du texte actuellement proposé aux militants du Parti socialiste, voté à l'unanimité par le Conseil national du 9 avril, et dont nous approuvons les orientations. Nous voulons ainsi dessiner une voie réformiste pour 2012, qui fait de l'investissement dans les facteurs d'avenir la clef de la sortie de crise et, partant, d'une élection dont nous pensons qu'elle se jouera d'abord sur les enjeux économiques.

Nous voulons redonner aux Français l'envie de croire en un avenir meilleur. Les perspectives de la France sont aujourd'hui minées par des performances économiques mitigées, mais surtout par une perte de confiance qui grève la sortie de crise et fragilise le vivre-ensemble : une population qui ne se projette plus dans l'avenir se replie sur elle-même. La droite a su jouer de ces peurs et ces incertitudes pour imposer une vision libérale et stigmatisante.

Pour renverser la tendance, nous proposons que la France et l'Europe reprenne la main sur leur dynamique de long terme, par une politique d'investissement sans précédent dans les facteurs d'avenir. Education, industrie du développement durable et de la santé, grands projets d'infrastructure, nouvelles technologies... les pistes existent, qui feront de notre économie l'une des plus productive et compétitive de la planète, à rebours de la stratégie de récession et de rigueur portée par les droites européennes. Cette nouvelle croissance que nous appelons de nos vœux, plus juste et plus équilibrée, doit être le socle de nouveaux emplois, de nouvelles perspectives pour notre jeunesse et d'un modèle social garantit durablement.

Pour mener à bien cette entreprise, nous avons besoin d'une puissance publique stratège et visionnaire, mais aussi exemplaire. L'individualisation de notre société et la perception sarkozyste très personnelle de l'intérêt général ont mis sous pression la puissance publique et ses représentants. Réaffirmant la responsabilité de l'Etat, nous devons être les premiers partisans de son efficacité et de son exemplarité. Juste contribution de chacun à l'effort collectif, action en direction des plus démunis, sécurité des citoyens, démocratie plus proche... la puissance publique sera jugée sur son action et ses méthodes. Nous souhaitons tracer ici la voie d'un nouveau contrat social entre l'Etat et les Français.

L'Europe enfin. Celle qui nous est proposée par les conservateurs cristallise les erreurs qui ont fait de la plus belle construction démocratique du XXème siècle une bureaucratie lointaine et déshumanisée. Et pourtant, si l'on conçoit que l'enjeu de 2012, c'est de redonner confiance en l'avenir aux citoyens français, alors la vérité est que ce futur ne sera pas possible sans une Europe plus forte, plus unie et plus démocratique. Aux socialistes de porter haut les couleurs européennes, de proposer une autre voie vers la croissance, la régulation des marchés financiers et la proximité avec les européens.

Les pays qui réussissent bénéficient certes de conditions économiques meilleures ou d'une dynamique de rattrapage. Ils se caractérisent surtout par la confiance de leur population et par un consensus autour du vivre-ensemble moins fragilisé. Cette dynamique, c'est ce qu'il nous faut retrouver ; ce consensus, c'est celui qu'il nous faut refonder.

AVANT PROPOS

Les militants socialistes sont depuis quelques jours appelés à débattre du projet des socialistes pour 2012. Cette échéance clôt un processus de réflexion ambitieux et utile. Depuis 2 ans, le Parti socialiste a esquissé, de Conventions en forums, avec la contribution essentielle des groupes parlementaires, une alternative à la politique délétère de Nicolas Sarkozy.

Cette dernière marche n'est pas la moins haute. D'abord, parce qu'il faudra trouver le juste milieu entre le fruit de ce travail et ce que portera notre candidat à l'élection présidentielle : l'Histoire nous a en effet appris que, pour une campagne victorieuse, c'est d'abord ce(tte) dernier(e) qui doit décider des axes et des priorités de son programme présidentiel, en tenant compte des travaux du Parti socialiste - dès lors que ceux-ci sont à la fois ambitieux et crédibles. Ensuite, plus que les mesures, c'est l'histoire qui est raconté qui fera l'identité du projet. Le travail du parti, celui des groupes parlementaires, l'expérience des collectivités territoriales et la réflexion des *think tanks* ont certes constitué un matériel indispensable pour assumer demain l'alternance. Mais c'est leur mise en musique, leur hiérarchisation et l'angle choisi qui créeront l'adhésion. C'est dans cette optique que nous avons voulu donner notre vision de ce projet, en soulignant ce qui nous paraissait prioritaire et en donnant nos clefs de lecture des enjeux économiques et nos faire entendre une voix réformatrice, sociale-démocrate, pour dessiner ce qu'est, pour nous, la voie des socialistes pour 2012.

Cette voie sera une voie difficile. La France sort exsangue des années Sarkozy, mise sous pression par une gestion économiquement irresponsable et socialement désastreuse. Plus globalement, notre pays fait face depuis des années à de multiples difficultés (économiques, sociales,...), accédant le sentiment de plus en plus partagé d'un déclin structurel. Ce sentiment de déclin, de déclassement, sera au cœur de l'élection de 2012, tant il concerne un nombre grandissant de nos concitoyens. Défiance, recherche de boucs émissaires, rupture du peuple avec ses élites... les conséquences de cette crise de confiance ouvrent la voie à tous les populismes et aux discours accusateurs : une population qui peine à se dessiner un horizon collectif tend à se replier sur elle-même.

Face à ces difficultés, il est deux écueils que la gauche se doit d'éviter. Celui, d'abord, de la compassion, qui promettrait aux Français un Etat maternant face aux agressions du monde extérieur ; celui, aussi, d'une politique jusqu'au-boutiste, qui intégrerait à l'excès les dogmes de la rigueur et de l'austérité budgétaire – sous couvert d'une pratique plus « douce », parce que de gauche. Ces deux voies sont autant d'impasses. La première, parce qu'elle ne prend pas totalement la mesure ni des besoins prioritaires de l'économie, ni de la gravité de la situation budgétaire de notre pays ni de l'évolution d'une société qui rejette ce qu'elle assimile à de l'assistanat. La seconde, car il ne suffira pas de s'affirmer de gauche pour faire passer le message d'une « rigueur light », mâtinée d'une dose de justice supplémentaire. Cette vision est économiquement erronée et politiquement dangereuse : il y a fort à parier que nos concitoyens ne préfèrent, dans ce cas, l'original à la copie. Aucune de ces deux pistes ne permettra de relancer notre appareil productif, ni de recréer la confiance.

Nous sommes, à l'inverse, persuadés qu'il est nécessaire de renouer avec un discours économique qui soit à la fois crédible et offensif. C'est une impérieuse nécessité pour sortir la France d'une crise qui date en réalité de 1974. Notre modèle économique n'a pas supporté le premier choc pétrolier : le chômage, la stagnation du pouvoir d'achat, la perte de confiance dans l'avenir ont marqué ces 35 dernières années. Le chômage tutoie aujourd'hui les 10% et la dette explose - plus de 30 000 euros par ménage depuis 2002. Cela ne devrait pas s'arranger : en 2010, les recettes de l'Etat se sont élevées à 273 Milliards d'euros, les dépenses à 422 Milliards. Celui-ci dépense presque 1.500 euros par mois et par ménage mais prélève moins de 1.000 euros de recettes. La situation ne dure que parce que des prêteurs acceptent de fournir l'équivalent des 500 euros qui font la différence. Les Français sont conscients de ces difficultés et se préparent à en subir les conséquences.

Face à ces défis, la droite sarkozyste s'est montrée incapable de dégager des perspectives claires sur le long terme, incapable de sortir de l'action instantanée et de tenir des positions politiques conséquentes. Elle louvoie constamment entre volontarisme communicant et libéralisme discrétionnaire. Les déficits publics sont creusés à coups de mesures à courte-vue - qu'il s'agisse de dépenses d'urgence ou de baisses d'impôt clientélistes -, sans vision de l'avenir, sans souci du long terme. Ce comportement erratique de la droite se retrouve dans les revirements incessants et coupables du gouvernement, qu'il s'agisse du plan de relance, du Grenelle de l'environnement ou de la politique étrangère. A l'inverse, la gauche se doit de dégager une ligne claire, précise et chiffrée. Celle-ci devra être écologique et socialement juste, mais elle devra d'abord s'appuyer sur la croissance économique. Car ne nous leurrions pas, sans nouvelle croissance, donc sans rebond de l'emploi, rien ne sera possible : ni perspectives pour la jeunesse, ni garantie de notre modèle social, ni préservation de nos services publics. Cette nouvelle croissance, il nous semble qu'elle doit d'abord s'appuyer sur des investissements d'avenir, publics comme privés, afin de dessiner une dynamique profonde et durable pour notre pays et pour l'Europe. L'ambition est grande, mais sans elle nous ne nous en sortirons pas : il faut que les Français retrouvent - un peu - l'espoir de lendemains qui chantent.

Ce discours ne serait pas complet s'il ne se préoccupait pas des conditions qui fondent la légitimité de l'action de l'Etat. Quel contrat entre la puissance publique et les Français, au sortir de 5 ans de sarkozysme clientéliste et brutal ? Comment donner envie aux Français de croire dans un projet commun dans une société de plus en plus individualisée ? Sur quoi fonder la légitimité de l'action étatique, quand les pouvoirs publics ne sont que le 5^e acteur cité par les Français pour résoudre les problèmes d'aujourd'hui ¹? Il ne suffira pas de dire ce qu'il faut faire : il faudra également dessiner les cadres de notre action et de notre philosophie de l'action publique, ce que nous appelons la République exemplaire.

Investissements d'avenir et République exemplaire, c'est la voie que nous proposons pour la France.

¹ Après, les associations et les fondations, les individus, les collectivités locales et les syndicats (Sondage IFOP pour la fondation de France – oct. 2010)

I. INVESTIR DANS NOTRE AVENIR

La montée en puissance de la contrainte des finances publiques ces trente dernières années a entraîné l'asphyxie progressive des investissements de l'Etat français : pour 97%, son budget est aujourd'hui un budget de fonctionnement ! L'inertie est considérable : avec un déficit de 1 à 2 points de PIB par an (entre 20 et 40 Milliards d'euros), le retard cumulé d'investissement de la France est chiffré par les économistes Charles Wyplosz et Jacques Delpla à près de 400 Milliards d'euros ! Ce chiffre illustre mieux que tout autre l'ampleur des efforts nécessaires pour retrouver une dynamique conquérante, mais également pour assurer la justice sociale et l'amélioration de la qualité de vie des Français. De fait, notre appareil productif vieillit : les programmes structurants, Airbus (lancé en 1970), le nucléaire (de la fin des années 1960 jusqu'à la fin des années 1980), le TGV (années 1970-80), Arianespace (1973) commencent tous à dater. Ils restent des atouts considérables, des viviers d'emplois importants, mais sont de plus en plus copiés et concurrencés. Il n'y aura pas là le renouvellement suffisant pour compenser la perte des industries qui ont déjà en partie disparu (textile, métallurgie) ou sont en difficulté.

Le projet proposé aux socialistes propose justement de relancer l'investissement. Nous voulons aller plus loin, sur le fond comme sur la forme : il s'agit pour nous de la première priorité. Nous pensons en effet qu'il nous faut créer les conditions de la croissance forte dont nous aurons besoin pour nos réformes sociales. Nous proposons donc que la gauche lance, dès 2012, un programme conséquent d'investissements pour inverser la tendance et créer les conditions de la nouvelle croissance que nous appelons de nos vœux. Trois secteurs prioritaires se dégagent : l'éducation, l'industrie et les infrastructures. Cette vision est importante, car dans le discours sur la France économique de demain, tout autant que le "comment", c'est le "où" qui créera l'adhésion.

I.1 L'éducation, priorité économique et sociale des années à venir

Prise en étau entre le mal être des professeurs, les difficultés économiques et le blocage de l'ascenseur social, l'école cristallise une partie importante des tensions sociales. C'est pourtant là que se joue une partie de l'avenir économique de la France : dans les années à venir, plus de la moitié des nouveaux emplois créés nécessiteront un niveau de formation supérieur au baccalauréat. Nos performances économiques dépendront de notre capacité à répondre à ce défi majeur. Pourtant, la France, à tous les niveaux prend du retard : c'est vrai de l'enseignement supérieur, où les classements internationaux indiquent souvent que nous sommes distancés, mais c'est également vrai de l'enseignement obligatoire : la performance des écoliers français est inférieure à la moyenne de celle des pays de l'OCDE. Investir dans l'éducation est également un impératif social : chaque année, 150 000 élèves – pour la plupart issus des couches sociales les moins favorisés - quittent le système scolaire sans qualification. A travers eux, c'est le consensus de notre société autour de l'école qui se trouve fragilisé.

Face à ces défis, la politique de la droite est délétère. Un chiffre résume son attitude : en 2010, alors que les taux d'encadrement français dans le primaire et le supérieur sont parmi les plus faibles de

l'OCDE, la moitié des suppressions de postes dans la fonction publique a concerné l'éducation nationale ! Sur le fond, sa politique de sélection et d'orientation anticipée des élèves, incarnée par les internats d'excellence, va à l'encontre des principes républicains mais également des choix scolaires des pays les plus performants. Les comparaisons internationales sont très claires : les systèmes les plus performants sont ceux qui savent concilier l'individualisation des parcours avec une logique égalitaire.

A l'inverse de l'action de Nicolas Sarkozy, la France doit se donner les moyens d'une ambition économique et sociale autrement plus conséquente, par une mobilisation nationale autour des enjeux éducatifs. Il n'est pas d'investissement plus rentable pour notre pays que celui-ci.

- **Celle-ci devra faire l'objet d'un débat national, dont les enseignants seront une partie prenante primordiale.** Aucun renouveau de l'école ne sera possible sans un nouveau contrat moral entre l'école et sa Nation. Il devra être fondé sur la confiance – et sur la responsabilité qui va avec. Peut-être plus encore que de revaloriser leur condition salariale, nous devons redonner tout son sens au métier d'enseignant et le valoriser à nouveau à sa juste mesure : aujourd'hui plus que jamais, les *hussards noirs de la République* doivent être le socle de la France de demain.
- **Ce contrat devra se nouer – pour la scolarité obligatoire - autour d'une valeur simple : exiger de l'école qu'elle fasse réussir tous les élèves.** Il nous faut pour cela engager des réformes dans le sens d'une individualisation de l'enseignement au sein même de la classe, avec l'effort d'encadrement et de formation des enseignants qui en découle. Celle-ci devra se faire dans un cursus unifié de la scolarité obligatoire, préservé de toute compétition – et donc de toute sélection. Notre objectif doit être l'acquisition réelle par tous les élèves d'un socle de compétences à l'issue du collège, à commencer par une maîtrise retrouvée de la langue française, à l'écrit comme à l'oral.
- **La réflexion sur la réorganisation de l'enseignement supérieur doit être menée, afin d'atteindre l'objectif de 50% d'une classe d'âge diplômée du supérieur.** Nous prôtons la mise en place progressive d'un système de tronc commun avec options, parcours propre à chaque filière et année(s) professionnalisante(s) ultérieure(s) qui doit, à terme, rapprocher la filière universitaire de la qualité de l'enseignement au sein des classes préparatoires. Rendre l'enseignement supérieur plus performant nécessitera également plus d'heures de cours, dans de plus petites classes, avec une proximité plus grande des équipes pédagogiques.

I.2 Le renouveau industriel

Le deuxième secteur d'avenir, c'est celui de notre politique industrielle, autour du développement durable et de la santé. Le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) évalue, en 2010, le marché mondial de l'environnement à 1400 Md€ et estime sa croissance à 10 % par an. Il y a là un domaine à fort potentiel de croissance, susceptible de porter la reconversion et la création de milliers d'emplois - entre cinquante et plusieurs centaines de milliers. Cet impératif économique est également

l'opportunité de diminuer l'impact écologique de nos consommations et productions, et un moyen efficace d'anticiper et de se protéger contre l'augmentation des prix des matières premières et les difficultés croissantes d'accès à certains minerais. C'est, enfin, un levier indispensable dans le débat sur la sortie du tout-nucléaire.

- **Les nouvelles technologies de l'énergie (NTE) représentent une part importante de l'avenir de l'industrie.** Leur potentiel de développement est mondial mais les entreprises iront là où les marchés se développent, c'est à dire là où les pouvoirs publics sauront créer les conditions propices à leur épanouissement. Il nous faut donc lancer un plan d'investissement conséquent sur ces technologies d'avenir, afin de nous affirmer en pointe de la recherche et développement éco-industrielle. Des pistes existent : voiture hybride, éolien off shore, photovoltaïque nouvelle génération, biocarburants de 3^e génération... L'Etat doit envoyer un signal clair et durable aux industriels et aux investisseurs. Leur développement passera également par la structuration de la filière industrielle : il nous faut faire émerger des poids lourds industriels des énergies renouvelables. Le drame de Fukushima est un facteur incitatif de plus : l'émergence de technologies énergétiques à la fois durables et matures est un élément essentiel du rééquilibrage de la place du nucléaire dans le mix énergétique
- **L'efficacité énergétique et le recyclage sont l'autre priorité d'investissement dans le domaine éco-industriel.** Ces secteurs sont aujourd'hui bien développés (200 000 emplois en 2008), rentables et peu délocalisables. Il nous faut encore industrialiser et professionnaliser les métiers concernés, dont le chiffre d'affaires et le nombre d'emplois sont susceptibles de doubler d'ici 2020. Cela passera notamment par un plan majeur de rénovation du bâti mais aussi un assouplissement beaucoup plus fort des contraintes qui freinent, dans les plans locaux d'urbanisme, la construction de bâtiments efficaces énergétiquement. Ne nous y trompons pas : si la priorité aux économies d'énergies peut paraître moins séduisante ou moins « communicante », elle n'en constitue pas moins – à court et moyen terme - le premier levier en termes d'emploi et de modification de notre mix énergétique - avec un potentiel de réduction de notre consommation compris entre 30 et 40%. La force publique devra en assumer sa part, mais l'ensemble des acteurs privés (entreprises, copropriétés) devront également être associés, par l'incitation et la norme, à cet effort.

Le développement de l'industrie de la santé représente pour sa part un défi économique et social majeur dans les années à venir. La tension sur notre modèle de protection sociale est connue : il manque au moins, chaque année, 10 milliards d'euros pour équilibrer le budget de la Sécurité sociale. Le vieillissement de la population et les contraintes budgétaires croissantes font peser des menaces persistantes sur la solidarité dans notre pays : avec moins de 50% de remboursement en moyenne, seuls ceux qui ont les moyens de s'offrir une mutuelle correcte peuvent désormais se soigner correctement. Cela ne devrait pas s'arranger : le doublement de la proportion de personnes de plus de 65 ans dans les 30 prochaines années devrait représenter une explosion des dépenses en médicaments et rendre caduques les

objectifs fixés pour assurer l'équilibre du budget de la protection sociale.

- **La France a les moyens de répondre à ce défi : l'industrie du médicament représente aujourd'hui l'un des rares soldes positifs de notre balance commerciale.** Elle doit aujourd'hui investir pour consolider et développer ses positions et faire – à front renversé – de l'augmentation des dépenses mondiales liées à la santé un moteur d'emplois. Cette vision doit venir compléter notre prisme social des enjeux de santé. Il faut nous donner les moyens de mettre un coup d'arrêt à l'érosion, observée depuis dix ans, du nombre de brevets déposés dans le secteur de la santé et prévenir des dépenses annuelles estimées à près de 30 milliards d'euros par an dans 10 ans. Pour éviter les dérives, l'Etat pourrait conditionner son soutien à l'investissement par un droit de regard sur le processus de mise sur le marché et sur le prix des médicaments qui en auront bénéficié. Il faudra également procéder à une grande revue pour mieux rembourser les médicaments utiles, et interdire ceux qui ne le sont pas. L'opacité actuelle est à la fois un danger pour la santé des Français et un gâchis économique.
- **Enfin, nous devons sortir de l'impasse que constitue l'idéologie de la seule « grande entreprise ».** Les PME représentent un vivier d'emplois considérable, mais peinent souvent à dépasser le stade de la micro entreprise individuelle pour atteindre des tailles plus importantes. Il faut soutenir vraiment et avec ambition l'entrepreneuriat, d'une part en généralisant les pépinières d'entreprises dans toutes les universités, mais aussi en organisant, dans chaque région, un travail de sélection visant à soutenir les entreprises les plus prometteuses. Les socialistes doivent être, sans la moindre ambiguïté, du côté de l'innovation et des créateurs des richesses.

I.3 Les infrastructures de demain

Les réseaux de transports et de télécommunication ont longtemps accompagné et soutenu la croissance française. Leur intérêt réside non seulement dans les emplois directs créés par les chantiers, mais surtout par l'effet d'entraînement qui en résulte pour les territoires concernés : on sait par exemple ce que représentent les projets de lignes à grande vitesse en termes de compétitivité, de productivité et de structuration du territoire. Leur importance est d'autant plus grande que la France, dans la compétition mondiale, a tout à gagner à développer sa capacité à échanger rapidement les savoirs, les biens et les informations - pour sa propre compétitivité et dans une dynamique d'exportation de son savoir-faire. A cet impératif économique s'ajoute une exigence sociale : l'arrêt de notre politique d'investissement dans les transports a laissé enclavés des pans entiers du territoire, mais également empêché la rénovation et le développement des lignes - avec pour conséquences quotidiennes les retards, la surfréquentation et les problèmes techniques.

- **Il nous faut inverser la dynamique à l'œuvre depuis les années 90 et relancer l'investissement dans les transports, ce que le projet socialiste propose justement.** Cette dynamique doit nous conduire à apporter une contribution décisive aux projets en cours (LGV Aquitaine, Grand

Paris,...) dans une dynamique de connexion au réseau européen, en privilégiant les transports durables. Elle doit également concerner la promotion de nouveaux transports urbains collectifs et la mise à niveau de l'existant. Notre effort devra enfin se porter sur le cas du fret ferroviaire, potentiellement l'investissement le plus rentable au regard des objectifs de réduction d'émissions de CO2, qui doit être repensé une perspective continentale d'axe Nord-Sud.

L'autre enjeu d'infrastructure, c'est celui du très haut débit. On sait aujourd'hui le potentiel économique porté par Internet : attractivité des territoires, effet d'entraînement sur le développement et la croissance, avènement de la société de l'information, ... Le gouvernement s'est distingué, sur ce sujet essentiel au développement de l'économie de la connaissance - par un investissement trop faible et son refus de penser l'aménagement du territoire. L'initiative a été laissée aux opérateurs privés, nécessairement guidés par un objectif de rentabilité à court terme. Les élus locaux, conscients des enjeux et craignant l'apparition d'une « fracture numérique » se sont à l'inverse mobilisés pour combler les trous et assurer l'accès de tous à Internet. Les enjeux supposent cependant un changement d'échelle, tant pour développer la compétitivité de notre pays que pour garantir l'équilibre des territoires.

- **Nous souhaitons donc que l'Etat reprenne la main sur la stratégie d'aménagement numérique du territoire, avec pour objectif la couverture en très haut débit de 100% du territoire (80% par la fibre).** Cela nécessite un investissement significatif, mais surtout la définition d'une stratégie de couverture. La puissance publique ne saurait rester en retrait des décisions d'investissement dans les réseaux de France Telecom dont il est le principal actionnaire, quitte à ce que son intervention se concentre sur une entité ad hoc qui serait chargée de remplacer le réseau téléphonique par la fibre optique et de le commercialiser auprès de fournisseurs de services.

I.4 Le défi d'un nouveau modèle

La Gauche devra convaincre qu'elle est porteuse d'un projet économique autrement plus crédible et ambitieux que celui de la droite, mais également qu'elle a su intégrer au cœur de ses desseins l'impératif du développement durable. Reprendre en main notre avenir et en finir avec la tyrannie du court-terme portée par le système actuel nécessite d'intégrer la mutation écologique de nos sociétés. La Convention nationale sur le nouveau modèle de développement fut, à ce titre, l'occasion d'un pas décisif : pour la première fois, le Parti socialiste a reconnu que sa clé de lecture du monde ne devait plus seulement être économique et sociale mais économique, sociale et écologique. Nous devons aller plus loin, et fixer les principes de notre action dans ce dernier domaine. Ils sont pour nous au nombre de trois.

- **Préparer l'avenir ne doit pas pour autant occulter la détresse sociale d'aujourd'hui au nom de celle de demain.** Nous pensons ici à la taxe carbone, mais également à une stigmatisation des modes de déplacement souvent trop simpliste et déconnectée de la réalité : offres de transports limitées, horaires décalés, prix des véhicules propres, mobilité réduite. Notre société a autant à craindre d'un accès à l'énergie à 2 vitesses, d'une qualité de l'air et de l'eau qui varie selon les

catégories sociales que d'émissions de gaz à effet de serre qui affectent uniformément l'ensemble de la population. Il nous faut lutter contre le cumul de toutes les précarités, qu'elles soient économiques, sociales, environnementales ou énergétiques. C'est cette colonne vertébrale du socialisme qui différenciera la social-écologie de l'écologie « classique » : poursuivre un objectif de sobriété énergétique nationale sans jamais remettre en cause un accès pour tous au service énergétique minimum.

- **Les outils économiques constituent le moyen privilégié de conduite de nos nouvelles politiques environnementales.** Nous croyons notamment à l'efficacité des marchés carbone, mais également à la prise en compte de l'impact écologique des produits que nous consommons. Cette dernière mesure est d'autant plus importante que nous sommes parmi les pays les plus efficaces au monde pour l'intensité en CO2 dans la production nationale. Nous proposons donc que la TVA soit, en France, modulée en fonction du contenu en carbone des produits consommés, sur le principe du bonus-malus du secteur automobile. Nous soutenons également le projet d'un filtre carbone aux frontières de l'Union européenne, afin de pénaliser les importations en fonction de leur contenu en carbone.
- **Le dernier pilier concerne la dimension européenne et internationale, car seule une solution globale aura l'envergure nécessaire pour répondre à l'urgence écologique.** Le premier pas est celui de l'Europe, qui doit persévérer dans son rôle d'éclaireur dans le réformisme écologique. Sur ce sujet, nous appelons à un contrat entre les gauches européennes sur la question écologique. Celui-ci devra affirmer une position volontariste sur la question des normes internationales.

Ces sujets constitueront, à ne pas en douter, des points de discussion avec nos Europe Ecologie - les Verts. Ces derniers constituent aujourd'hui une des partenaires incontournables, dont la pensée politique à articuler autour l'urgence climatique les éléments d'une pensée globale. Nos échanges avec eux devront être politiques avant d'être tactiques, afin de dégager la voie d'un compromis. Deux points se dégagent en particulier, sur lesquels le parti socialiste devra affirmer une position claire.

- **Nous pensons tout d'abord à la question de la décroissance - terme auquel nous préférons celui de "croissance sélective".** Les dissensions au sein-même des écologistes illustrent les insuffisances de la notion de décroissance. D'abord, car la croissance économique est indispensable, à la fois pour créer des emplois, préserver les systèmes sociaux de nos pays vieillissants et permettre aux populations des pays les moins avancés le rattrapage de niveau de vie auquel elles aspirent. Ensuite, car, en laissant entendre que nous consommons trop, ce terme est un constat terriblement décalé pour une grande partie de la population, occupée à lutter pour assurer ses fins de mois. Le combat pour l'écologie n'a rien à gagner à apparaître comme un caprice des classes aisées. Nous sommes donc partisans d'une "croissance sélective", dont le calcul devra tenir compte des externalités négatives afin d'orienter justement les choix politiques et à la conversion en amont de nos modes de production - évoquée plus haut. L'économie doit continuer de croître...

autrement.

- **Le 2e point d'achoppement possible est celui du nucléaire.** Nous devons, sur ce point, tenir une position à la fois responsable et agnostique. Oui, il nous faut exercer un droit d'inventaire sévère sur les choix historiques qui nous ont conduits - EDF en premier lieu - à un mix électrique à 75% nucléaire et proposer un rééquilibrage maîtrisé. Non, la sortie d'une énergie sur laquelle se fonde une part importante du savoir-faire industriel français et qui emploie près de 200 000 salariés ne saurait se faire dans la précipitation. Les centrales les plus dangereuses - Fessenheim au premier rang - devront être rapidement fermées. Pour la suite, un débat transparent devra être mené, qui intègre à la fois la demande des Français, les risques humanitaires, les coûts respectifs du nucléaire et des énergies alternatives ainsi que leur répercussion sur le prix de l'électricité, et les perspectives industrielles des énergies renouvelables.

II. LA REPUBLIQUE EXEMPLAIRE : POUR UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

Nicolas Sarkozy a abîmé la France. Il laissera, en 2012, une économie exsangue et une société aux abois. Enseignants, immigrés, jeunes, musulmans, fonctionnaires, chômeurs, retraités... tous stigmatisés ! Sous couvert de réformes et de franc-parler, le discours diviseur et culpabilisateur porté par celui qui devait être le garant des valeurs de l'Etat et de l'unité républicaine a fragilisé durablement le vivre-ensemble. Sa politique fiscale et économique, sa proximité malsaine avec les milieux d'affaires et son sens très limité de l'intérêt général ont achevé de miner la confiance que les Français avaient dans son gouvernement. Cette faillite du pouvoir est d'autant plus grave qu'elle intervient dans une société de plus en plus fragmentée et individualisée.

Cette évolution, nous devons nous attacher à la comprendre et à l'analyser. L'individualisation de la société ne saurait être réduite, en effet, à la conséquence de l'action de Nicolas Sarkozy et de la « libéralisation » des esprits. Elle relève d'une dynamique plus profonde, pour partie consécutive des conquêtes sociales dont la gauche peut être fière : libération de la femme, droit des minorités, émancipation de la jeunesse... Les défis sont aujourd'hui posés autrement. Dans une société individualisée, les politiques publiques doivent à la fois mieux correspondre aux attentes des citoyens et définir justement la contribution individuelle de chacun à l'effort collectif. Nous aurions tort, sur ce sujet, de croire qu'il nous suffira de réaffirmer l'importance de l'Etat et le souci traditionnel des socialistes pour la question sociale. Ce serait également une erreur de nous appuyer sur une vision de l'Etat et du contrat social trop traditionnelle : les évolutions évoquées appellent un bouleversement de notre approche. Nous croyons qu'il faut dessiner un nouveau paradigme de l'action publique, un contrat renouvelé entre les Français et l'Etat.

Cette nouvelle donne ne se définira pas du jour au lendemain. Elle passe, quoi qu'il en soit, par le rétablissement d'une République exemplaire. Economiquement, nous affirmons la pertinence de l'Etat stratège. Socialement, la puissance publique se doit d'être irréprochable, qu'il s'agisse de son action, de ses méthodes ou de son efficacité.

II.1 La République juste

Le champ de la justice sociale est celui où les socialistes sont traditionnellement les plus attendus. Après 5 ans de sarkozysme, cette attente – cette exigence – se fait encore plus forte : les Français souffrent. Ils exigent une réorientation des priorités du prochain gouvernement, mais aussi et surtout une réelle équité de l'action publique. Cette dernière ne peut pas se faire au profit d'un seul groupe ou d'une seule classe. C'est ce dernier point que nous souhaitons ici souligner, tant il nous semble que, sous couvert de méritocratie, la droite a abîmé l'idée-même de justice sociale, en ce qu'elle a de fondateur pour le vivre-ensemble.

La question de l'impôt, dans cette optique, s'impose comme une priorité d'action incontestable.

Avec le bouclier fiscal, l'exonération des droits de succession ou encore la remise en cause de l'Impôt de solidarité sur la fortune, la droite a aggravé une situation que la complexité de notre système fiscal rendait déjà difficile. La légitimité de la contribution individuelle à l'effort collectif s'en est trouvée durablement fragilisée. Les travaux de Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez ont montré à quel point les dogmes fondateurs de la progressivité de l'impôt et de la règle « à revenu égal, impôt égal » étaient bafoués. La justice suppose donc de « remettre à plat » la contribution du citoyen à l'effort collectif et de parvenir à une véritable lisibilité de cette dernière. Pour cela, il est nécessaire de procéder à une véritable refondation fiscale :

- **Par la suppression des « cadeaux fiscaux » de la droite aux classes aisées** : nous supprimerons le bouclier fiscal, de même que l'ensemble de la loi TEPA, et rétablirons l'impôt de Solidarité sur la Fortune si celui-ci venait à être supprimé. Les socialistes doivent assumer de porter une fiscalité qui favorise le travail et non la rente.
- **Par la création d'un grand impôt citoyen individualisé, prélevé à la source, fusionnant l'impôt sur le revenu et la CSG.** Assis sur l'assiette de cette dernière mais progressif et exprimé en taux réel, il permettra une réelle simplification dans le paiement de l'impôt tout en rétablissant une vraie progressivité et en donnant une lisibilité à la contribution de chacun. Cette transformation ne pourra donner lieu à des hausses d'impôts inconsidérées, fussent-elles ciblées. Chacun sait aujourd'hui les conditions difficiles dans lesquelles la gauche pourrait arriver au pouvoir en 2012 – et la nécessité de trouver des marges de manœuvres. Mais le taux de prélèvements obligatoires déjà élevé en France doit nous pousser à la modération : c'est une question à la fois économique et politique. Surtout, notre conviction est que cette réforme d'ampleur ne pourra se faire que si elle se fait complètement, et dès l'arrivée des socialistes au pouvoir. Nous ne croyons pas à une mise en place graduelle qui se perdra certainement dans l'agenda politique au-delà de 2013.

La situation budgétaire contrainte nous oblige à des choix, à des arbitrages dans l'allocation des moyens. L'égalité réelle dont nous nous réclamons, introduite dans le débat politique en 2004 par Dominique Strauss-Kahn, nous pousse à renforcer nos politiques publiques et nos financements à destination des personnes qui en ont le plus besoin. Dans le contexte de rigueur budgétaire actuel, la politique du réel impose de manière encore plus pressante cette concentration des moyens dans les territoires qui accueillent les populations les plus en difficulté et qui subissent plus qu'ailleurs les conséquences de la crise. Sur ce point, nous souhaitons que le projet du PS soit encore plus ambitieux.

Il y a, aujourd'hui, dans notre République, des territoires marginalisés qui abritent des populations en très grande difficulté (6 millions d'habitants dans les 752 quartiers dits sensibles) : un habitant sur trois et un mineur sur deux y vivent en-dessous du seuil de pauvreté. En concentrant les symptômes qui ébrèchent notre cohésion nationale, ces quartiers relégués cristallisent des inégalités sociales et territoriales insupportables, qu'aucun gouvernement, de droite comme de gauche, n'a réussi à enrayer depuis 40 ans. Il nous faut à l'évidence revoir entièrement notre manière de concevoir l'aide à ces

quartiers défavorisés et rompre avec la sempiternelle "trilogie pathétique" *émeute - plan Marshall - oubli* qui rythme le quotidien des habitants.

- **Inverser la tendance est une question de moyens mais d'abord de volonté politique**, car l'action publique ne sera effective que si elle est élevée au rang de priorité nationale et si l'ensemble des ministères renforcent leurs politiques de droit commun dans ces quartiers, complétés par les crédits spécifiques de la politique de la ville. Les socialistes doivent être, parallèlement à leur volonté de décentralisation, les défenseurs d'une vraie péréquation entre les territoires. Cette volonté implique une action ciblée, courageuse, car il faudra que les socialistes assument le "fléchage" de certains crédits.
- **La politique de la ville n'a jusqu'ici, eu de « politique » que le nom.** Elle pâtit certes du manque d'ambition réelle de l'actuel gouvernement mais aussi d'une approche cloisonnée, rigide et désordonnée. Il est donc nécessaire de la faire évoluer vers une approche transversale qui prenne en compte à la fois l'action sociale, économique et urbaine, tout en simplifiant et en donnant de la lisibilité à la gouvernance de l'ensemble. Les maires et les intercommunalités doivent pouvoir jouer un rôle pivot de "chef de projet" sur le terrain, en coordonnant les acteurs éducatifs, sociaux, économiques, policiers, ... Cette transversalité doit se retrouver au plus haut niveau de l'Etat, dans une approche interministérielle.
- **Le deuxième principe est celui du ciblage.** La multiplicité des dispositifs et leur zonage contestable ont miné l'efficacité, la lisibilité et la légitimité des dispositifs. Il convient donc de procéder à une unification des différents zonages tout en redéfinissant le périmètre réel des zones prioritaires. Qui plus est, les socialistes ne doivent pas avoir peur d'assumer une politique de l'emploi ciblée sur les habitants de ces quartiers. Il nous semble que, parmi les 300 000 emplois d'avenir évoqués, la moitié devrait être consacrée sur les habitants des banlieues. Il conviendrait peut-être d'introduire un certain nombre d'emplois dans le secteur privé : c'est le sens de la proposition d'emplois francs que nous avons faite lors de la convention égalité réelle, qui attache les exonérations à la personne du demandeur d'emploi – sur un critère d'adresse – plutôt qu'à l'entreprise.
- **Il s'agit, enfin, de mener une réelle politique de mixité sociale et de casser la logique de ghettoïsation.** L'action économique et sociale ciblée doivent permettre une augmentation du niveau de vie des habitants. La rénovation de leur cadre de vie et le désenclavement devront les amener à se fixer dans ces quartiers, ce qui autorisera à recréer de la mixité sociale. Mais cela ne suffira pas. Il faut par ailleurs cesser d'ajouter la misère à la misère, dans une dynamique de paupérisation continue. La loi DALO ne peut s'appliquer aux seuls territoires qui dépassent déjà allègrement les minimas de logements sociaux, comme c'est pratiquement le cas aujourd'hui : la ghettoïsation, c'est aussi la constitution dans notre pays de ghettos de riches, qui refusent la solidarité nationale en ne participant pas à l'effort de construction de logements sociaux. Au-delà

de l'augmentation du seuil de 20 à 25%, nous demandons à ce que les préfets puissent imposer la préemption de surfaces et la construction de logements sociaux dans les territoires qui ne respectent pas la loi SRU.

II.2 La République protectrice

L'obsession sécuritaire de Nicolas Sarkozy n'a eu d'égale que son incapacité à assurer la protection de nos concitoyens. Malgré les multiples « déclarations de guerre à la délinquance » et autres postures belliqueuses, les violences aux personnes ont continuellement augmenté sous son ministère, puis sous sa présidence. Tout en faisant voter un nombre toujours plus important de lois, le plus souvent pour occuper l'espace médiatique, la droite a réduit chaque année les effectifs policiers et la présence réelle sur le terrain. Il va pourtant de la responsabilité de la puissance publique d'assurer la sécurité de ses citoyens : quand tel n'est pas le cas, ce sont toujours les plus fragiles et les plus démunis qui sont les premiers touchés. Le projet socialiste est en cela porteur d'une doctrine qui nous semble à la fois humaine et réaliste.

L'expérience de nos élus locaux en la matière doit nous inspirer. Ceux-ci ont su concilier la valeur de la sanction tout en adossant le combat contre l'insécurité à un projet de transformation sociale. Leur approche transversale, fondée sur des partenariats resserrés entre la police et la justice - mais aussi avec tous ceux qui œuvrent dans les domaines éducatif, social et sanitaire - doit guider notre philosophie d'action.

- **Leur réussite doit nous amener à une conception décentralisée de l'exercice de l'autorité.** Nous souhaitons notamment que la loi donne un rôle pivot aux maires et aux intercommunalités dans la lutte contre la délinquance. Cela passe en particulier par la déconcentration effective du commandement de la police nationale et la création d'instances opérationnelles associant l'ensemble des acteurs évoqués plus haut.
- **L'urgence doit aller au renforcement des effectifs policiers, notamment ceux de la sécurité publique – qui traite 75 à 80% de la délinquance.** Un réel dialogue devra être mené avec les gardiens de la paix, afin de créer les conditions d'un rapport de confiance nouveau avec la population. Le désengagement de l'Etat et la culture du chiffre ont en effet mis sous pression les policiers : nous devons redonner du sens à leur action.
- **La police de proximité devra être rétablie, tant elle a fait la preuve, dans tous les pays où elle a été mise en place, de son efficacité et de la satisfaction de la population à son égard.** Nous avons besoin de policiers qui connaissent le terrain aussi bien que ceux qu'ils sont sensés appréhender. Il nous faudra tirer les leçons des difficultés de l'expérience de 2002 pour réussir la mise en place, la fidélisation des effectifs et la promotion de cette expérience au sein de la police nationale.

- **Il nous faut développer une approche intégrée, qui prenne notamment en compte la vidéoprotection dans une logique pragmatique.** Celle-ci doit être encadrée de très près, mais constitue l'opportunité de réaffecter des unités de police sur des tâches opérationnelles. A l'inverse, lorsqu'elle devient un moyen de compenser – ou de justifier – la baisse des effectifs, ce n'est qu'une nouvelle manière pour l'Etat d'externaliser ses coûts vers les collectivités locales.
- **Nous souhaitons une culture de l'évaluation refondée sur l'approche par les citoyens.** La politique du chiffre de Nicolas Sarkozy n'a eu pour effet que de mettre sous pression les gardiens de la paix et de falsifier les statistiques sans produire de résultats. Il nous faut corriger la tendance, en nous appuyant par exemple sur les enquêtes de victimation pour mesurer l'efficacité des politiques menées. Les socialistes doivent assumer à ce sujet que la lutte contre la délinquance est une entreprise de longue haleine, et que l'inversion de la spirale prendra du temps.

L'autre bout de la « chaîne d'autorité » d'une République protectrice concerne la justice. Celle-ci est aujourd'hui prise en étau entre les réductions d'effectifs, la demande sécuritaire de la société et les graves atteintes de l'exécutif et de ses représentants à la séparation des pouvoirs. Refonder sa légitimité passe nécessairement par une attitude responsable de la puissance publique, mais également par la promotion de son efficacité. La justice constitue l'un des lieux privilégié de rencontre entre le citoyen et l'Etat. Ses résultats et son impartialité fondent une part importante de la respectabilité de ce dernier.

- **Les moyens mis à la disposition des juges devront être renforcés de manière importante.** L'affaire Meilhon, après l'affaire d'Outreau, a mis en lumière les conditions difficiles dans lesquelles ceux-ci doivent exercer leurs missions. Les récentes lois pénales n'ont pas arrangé les choses, en permettant l'accumulation de piles de dossiers à traiter, sans que les fonctionnaires chargés de les instruire ne puissent y consacrer le temps et la rigueur nécessaires
- **L'indépendance de la justice devra être garantie contre les tentations du pouvoir exécutif.** Il reviendra au prochain Président de la République de prendre les dispositions nécessaires –comme l'indépendance du Parquet ou la nomination de l'ensemble magistrats par le Conseil supérieur de la magistrature. Pourquoi ne pas limiter, comme c'est le cas en Italie, les attributions du ministère de la justice au seul fonctionnement des services de la justice ?
- **La constitution d'autorités administratives indépendantes devra être promue, dans une logique d'efficacité - à l'opposé du Défenseur des Droits, dont on ne peut raisonnablement penser qu'il traitera justement chacun des dossiers.** Pour les Français, leur indépendance est une garantie de probité et de légitimité fondée sur la recherche de l'intérêt général. Il s'agira néanmoins de favoriser, dans une logique d'appropriation, l'association de représentants des citoyens et de la société civile au rendu de leurs décisions.

II.3 La puissance publique du XXI^e siècle

Les évolutions plus ou moins récentes de nos sociétés occidentales ont profondément bouleversé les rapports entre l'Etat – et ses représentants – et les citoyens. La crise démocratique que nous traversons - et ses traductions dans l'abstention ou le recours aux extrêmes - est la conséquence directe des difficultés économiques que la France traverse. Mais ce n'est pas la seule. Les enquêtes sociologiques et le murmure ambiant traduisent également une remise en cause latente mais profonde des politiques publiques et de ceux qui les mènent. Le glissement vers une société plus individualisée doit conduire les socialistes à réfléchir aux principes et aux cadres qui doivent dessiner l'action publique au XXI^e siècle. Ce qui est en jeu, c'est la légitimité de l'Etat comme représentant des intérêts de ses citoyens et garant du vivre-ensemble.

Chaque Français doit trouver dans l'efficacité et la justesse de l'action des services publics le corollaire de sa contribution personnelle à l'intérêt général. Ce principe doit guider l'action des socialistes au XXI^e siècle. Nous aurions tort de laisser le discours sur la modernisation de l'Etat et de la fonction publique à la droite. Affirmant notre volonté d'un Etat stratège et la nécessité de l'intervention publique, nous devons nous faire également les premiers partisans de son efficacité. Cela implique de surseoir à la révision générale des politiques publiques (RGPP). Cette réforme, dont le principe a été plébiscité à l'origine par les fonctionnaires eux-mêmes, a été pervertie par la droite qui n'en a retenu qu'une règle comptable bête et méchante de réduction des effectifs. Le résultat est accablant : dégradation du service aux usagers et discrédit auprès des fonctionnaires, dont une immense majorité ne comprend ni le sens ni l'intérêt de la réforme. Il nous faut, à l'inverse, dessiner le sens et les principes d'une politique de gauche de modernisation du service public, en mobilisant en premier lieu ceux qui en sont dépositaires.

- **Notre approche doit intégrer comme norme fondatrice la satisfaction des usagers.** La puissance publique ne peut pas se contenter d'une politique de moyens comme c'est encore trop souvent le cas. La puissance publique du XXI^e siècle a pour obligation d'arbitrer la contrainte budgétaire avec une meilleure identification des besoins et préoccupations des usagers et la définition du niveau de service exigé. La gauche doit assumer cette exigence, qui passe par le développement de la culture de l'évaluation, de la qualité et de la « satisfaction-client ». La question du lien entre efficacité et rémunération doit à ce titre être reconsidérée dans une approche d'équipe.
- **Cette exigence doit pousser l'Etat à reconstruire un réseau de service public de proximité en définissant ses obligations en matière de besoins fondamentaux.** Dans les zones rurales, un temps d'accès maximum doit ainsi être défini pour chaque service public (accès aux soins, maternité, bureau de poste, école, etc.)

- **Cette politique doit être menée et définie en lien avec les fonctionnaires.** Il s'agit pour cela de mener une politique du changement partagée et efficace, notamment en replaçant les syndicats au cœur de la négociation. Qui plus est l'excellence des fonctionnaires doit être garantie par la réaffirmation du recrutement par concours – qui garantit la neutralité et l'exigence éthique des agents, complété par un plan de résorption de l'emploi précaire.

Le changement de relations entre l'Etat et les citoyens dépendra également de la capacité du premier nommé à incarner concrètement un service public moderne et adapté aux situations individuelles. Ce défi, c'est notamment celui de la flexi-sécurité. Dès lors que les parcours professionnels se diversifient, la prise en charge des accidents particuliers et des singularités individuelles est décisive. En France, elle est insuffisante. Les politiques réparatrices méritent d'abord d'être ciblées et d'assurer la continuité des droits par-delà la diversité des situations dans lesquelles se trouve un individu. Cela aboutit notamment à faire en sorte que les droits liés au travail ne relèvent plus de l'emploi occupé mais du salarié. Il y a là les principes d'une réforme d'ampleur susceptible d'améliorer durablement la productivité et la compétitivité de notre pays, qui devra être menée en lien avec les partenaires sociaux.

- **Nous souhaitons que cette transformation du marché du travail s'incarne très rapidement, pour les Français, à travers la création d'un « compte social » individuel, national et tout au long de la vie.** Il s'agit, pour les travailleurs, que se matérialise la protection de leur parcours personnel et les possibilités qui s'offrent à eux. Sous la forme d'un compte en ligne ou d'un relevé bancaire, le « compte social » a vocation à présenter les droits de formation acquis - y compris ceux d'années d'études supérieures non utilisées comme le proposait la convention sur l'égalité réelle -, les droits aux Aides au Retour à l'Emploi liés à l'ancienneté, les droits de portabilité des complémentaires santé et prévoyance, les droits d'épargne salariale et Compte épargne temps, le suivi des droits à la retraite.
- **Une telle réorganisation doit nécessairement s'articuler avec une refonte de la formation professionnelle,** afin de permettre aux salariés de suivre le rythme des changements imposé par l'innovation technologique et la mondialisation. Il s'agit ici d'améliorer non seulement l'offre de formation mise à disposition des salariés, mais également la lisibilité. Chacun a vocation à pouvoir façonner son parcours professionnel en ayant clairement à l'esprit ses droits de formation et les offres qui correspondent à ses projets et ses potentialités. Il est pour cela nécessaire de revoir la gouvernance du dispositif actuel et son financement, et de faire de Pôle emploi le pivot de la sécurité sociale professionnelle ainsi créée.

La crise démocratique est également une crise de proximité. Rapprocher le politique du citoyen doit se faire sur des bases concrètes, dans une logique de décentralisation qui a été celle de la gauche depuis l'action de Michel Rocard. C'est un impératif démocratique, mais également économique : les intercommunalités et les Régions présentent à la fois la masse critique nécessaire et la réactivité indispensable à une politique économique cohérente, efficace et proche du terrain.

- **La décentralisation doit être réaffirmée et la clause de compétence générale rétablie, avec pour corollaire une simplification de notre organisation territoriale.** Nous devons consacrer la libre administration des collectivités territoriales en leur conférant un pouvoir réglementaire autonome dans un cadre législatif, qui en préciserait les modalités et les limites. Cette disposition permettrait la mise en place de véritables processus d'expérimentation, jusqu'ici trop limités. La question se pose du rôle du département. Il nous semble que la sagesse pousse à ce qu'il évolue vers un rôle de subsidiarité de la Région.
- **Cette volonté d'aller plus loin dans la décentralisation pourrait être consacrée par une modification de notre texte constitutionnel consacrant les collectivités locales comme « quatrième pouvoir » de nos institutions.** Cette révision doit engager l'autonomie fiscale de nos collectivités afin qu'elles puissent gérer elles-mêmes leurs marges de manœuvre. La fiscalité locale devra donc être repensée, en commençant par la remise à plat de la taxe d'habitation et de la taxe foncière, et en développant des mécanismes de péréquation efficaces.

Il nous faut, enfin, reconsidérer la logique de la démocratie représentative à la lumière des évolutions de notre société. La sensation de distance vis-à-vis des représentants élus et de la perte de contrôle sur le quotidien est un facteur essentiel du désenchantement démocratique et du repli sur soi. Trois principes doivent guider notre action, pour recréer du lien entre les Français et l'action publique.

- **L'élection ne peut plus être considérée comme le seul moment où s'exprime le contrôle des citoyens.** Il nous faut développer de nouvelles manières réglementaires d'échanger, de rendre compte et de faire participer les Français aux politiques menées sur le long cours. Cela devra impliquer l'ensemble des niveaux politiques, se construire dans une concertation étroite avec les élus locaux. Là encore, l'approche « usager » doit prévaloir : pourquoi ne pas mettre en place, dans une optique de bonne gouvernance, des procédures légales d'évaluation systématique sur l'information et la satisfaction des citoyens ? Pourquoi ne pas institutionnaliser des instances citoyennes de dialogue avec les exécutifs locaux ?
- **Dans le champ social, redonner de la voix aux salariés c'est d'abord leur donner accès aux grandes instances de décision.** Il nous faut ainsi aller vers la généralisation de la présence des représentants des salariés dans les instances de décision des entreprises. Nous sommes favorables à un modèle qui rendrait systématique la coexistence d'un conseil de surveillance - auquel les représentants des salariés seraient associés - à côté du conseil d'administration. Il nous faut également renforcer les obligations d'information et de consultation anticipée des instances représentatives du personnel (CE) en amont des décisions stratégiques.
- **Il nous faut enfin dessiner un nouveau pacte associatif, rationaliser les structures et chercher l'efficacité dans les rapports entre les associations et les pouvoirs publics.** Il convient là de développer la philosophie d'un « Etat-socle », qui favorise, garantit et évalue l'exercice des

compétences de la société civile. Définition de cadres partenariaux négociés mais sécurisés, mise en place de structures de collaboration inter-associations, création de dispositifs temporaires de financement pour permettre des expérimentations, augmentation de la transparence sur l'attribution des subventions, évaluation des politiques menées, ... les pistes sont nombreuses, nous devons y travailler.

III. NOTRE AMBITION EUROPEENNE

L'Europe, enfin. Alors même qu'elle joue un rôle chaque jour plus grand dans le quotidien des Français et que le traité de Lisbonne a permis de réelles avancées démocratiques, cette "grande incomprise" cristallise toujours l'indifférence – au mieux - ou les reproches – au pire. Sa distance, son approche encore trop technocratique et son histoire trop récente pour s'ancrer dans les consciences expliquent pour partie ce décalage. Il nous faut pourtant le dépasser : si l'on conçoit que l'enjeu de 2012, c'est de redonner confiance en l'avenir aux citoyens français, alors la vérité est que ce futur ne sera pas possible sans une Europe plus forte, plus unie et plus démocratique.

Nous en sommes, hélas, encore loin. Le récent Conseil européen a ainsi confirmé le virage conservateur pris par la gouvernance européenne, la dimension très limitée des politiques de solidarité financière et l'incapacité des gouvernements de droite à penser une politique d'innovation et de croissance au niveau européen : l'Europe se construit aujourd'hui sur la base du minimum commun et des sanctions a posteriori. Le "grand effort européen de solidarité" annoncé constitue, en réalité, un bien modeste pas en avant. Dans la difficulté, les gouvernements européens auront agi avec beaucoup moins d'ambition et de coordination qu'il aurait été nécessaire. Il faut prendre acte du fait que les Etats-Unis, pourtant frappés les premiers par la crise financière, ont retrouvé une dynamique positive sous la Présidence de Barack Obama.

Plus structurellement, l'Europe se dirige lentement vers une politique de récession organisée, sous couvert d'adaptation du "modèle allemand". Récession des salaires, récession sociale - avec la perspective de rogner les droits des salariés et des malades, récession économique - avec le choix de la rigueur budgétaire et d'une politique monétaire restrictive... Pourtant, notre continent a lui aussi besoin d'une nouvelle dynamique : sa croissance potentielle est désormais estimée à environ 1%, quand la croissance mondiale semble atteindre 4% et celle de la Chine près de 10% ! A ce rythme, la marginalisation de l'Europe est extrêmement rapide. Notre continent est devenu l'« homme malade » de l'économie mondiale.

Les socialistes ont donc un autre discours à porter et une voie plus efficace et plus juste à montrer. Nous souhaitons, sur ce point, que le projet socialiste soit encore plus ambitieux.

III. 1 Quel modèle allemand ?

La comparaison avec l'Allemagne est souvent douloureuse. Le chômage ? 6.6% en Allemagne – soit moins qu'avant la crise- contre 9,7% en France. Le déficit public ? Seulement 3% du PIB outre-Rhin en 2009, contre 7.5% en France. Le commerce extérieur ? 140 milliards d'euros d'excédent en Allemagne, plus de cinquante milliards de déficit en France... Pourtant, Nicolas Sarkozy n'était pas peu fier d'annoncer, en décembre 2009, n'avoir « pas fait d'erreur » depuis le début de la crise et concluait, définitif, que la France s'en sort[ait] mieux que les autres ». Rien de moins. Cette « performance »

spectaculaire doit pourtant être relativisée : en 2012, selon les chiffres et prévisions d'Eurostat, la croissance française aura été inférieure sur six des sept dernières années à celle observée en Allemagne.

Le « pacte de convergence » franco-allemand qui nous est présenté comme une planche de salut pour l'Europe a pourtant, côté français, quelque chose de dérisoire. La stratégie allemande est respectable : la politique d'exportation à marche forcée - au prix de la modération salariale et de la rigueur budgétaire - s'explique par des conditions particulières: un pays dont le marché intérieur décline doit nécessairement, pour ne pas courir à la faillite, se tourner vers l'extérieur. Nous ne croyons pas, pour notre part, que la stratégie allemande soit bonne pour l'Europe et pour la France. Car s'il est une évidence, c'est que les excédents d'un pays sont les déficits des autres : si l'Allemagne a aujourd'hui un excédent commercial de près de 16 milliards d'euros sur la France, la France ne pourra pas, simultanément, avoir un excédent équivalent sur son voisin. Il n'y aura donc pas de croissance du couple franco-allemand par le seul recours à l'exportation. L'idée de désinflation compétitive en Europe est une impasse collective totale.

Nous pouvons a contrario assumer une politique d'investissement et de croissance. Qui pourrait croire que si les consommateurs français achètent en masse des voitures allemandes, c'est en raison de leur coût très bas et des faibles salaires chez Mercedes ou BMW ? En réalité, comme vient de le montrer une étude de l'INSEE, le coût horaire de la main d'œuvre dans l'industrie manufacturière est de 33.16 euros en France et de 33.37 euros outre-Rhin. Si l'exemple de l'Allemagne doit nous inspirer, c'est d'abord en ce qui concerne la compétitivité hors prix : différences de modèles produits, d'innovation, de choix de gammes, de qualité, de formation du personnel... Ce n'est pas en réduisant les crédits alloués à l'éducation et à la formation et en négligeant nos infrastructures au sens large (portuaires et aéroportuaires, de transports, d'énergie) ou en gelant les salaires que nous nous renforcerons.

La politique allemande du «Kurzarbeit» peut également nous inspirer. Ce programme de travail à temps partiel a permis de sauver près de 500.000 emplois, selon l'OCDE, pour un coût de 5 milliards d'euros. En France, le gouvernement a dépensé sensiblement autant pour défiscaliser les heures supplémentaires, avec des effets tout à fait délétères sur l'emploi, puisque cela revient à subventionner la hausse du chômage et la sortie durable du marché du travail de salariés en période de crise. Ne parlons même pas de la baisse de la TVA sur la restauration, qui aura coûté près de la moitié du programme allemand pour des créations d'emploi 100 fois inférieures selon le premier rapport la Cour des comptes. Le gouvernement français est donc bien sélectif dans sa lecture de la situation économique allemande et surtout bien peu lucide sur les politiques qu'il a lui-même mises en place. La situation de l'Allemagne, que nous devancions à la fin des années 1990 mais qui nous dépasse à nouveau aujourd'hui, pose à la France de bonnes questions. Le gouvernement y apporte, malheureusement, les mauvaises réponses.

III.2 Pour une politique européenne de croissance

Il faut un pacte entre les Européens, mais pas celui des conservateurs. Imposer au niveau européen

notre pacte pour l'emploi et le progrès social serait le meilleur moyen de rendre l'Europe populaire et de relever le défi représenté par la poussée actuelle du populisme, qui fait d'elle une cible facile et privilégiée.

- **L'espace privilégié de cette politique de relance et d'harmonisation doit être la zone euro.** L'expérience récente montre que l'existence d'une monnaie partagée crée des obligations et des solidarités de fait. L'harmonisation sociale et fiscale, très difficile à construire dans l'Europe à 27, peut en revanche progresser dans les pays de la monnaie unique, où cet approfondissement doit précéder tout élargissement supplémentaire. L'harmonisation des taux d'imposition sur les sociétés devient possible : elle doit devenir une exigence. La solidarité européenne est également pour nous un objectif. Elle doit reposer sur deux principes : la sincérité des Etats-membres et le respect de règles renouvelées. A ce titre, s'il est normal que l'Europe soit venue au secours de la Grèce (même si les prêts européens ont longtemps eu des conditions financières moins favorables pour la Grèce que celles du FMI), il est choquant que les membres du gouvernement conservateur grec, qui a maquillé les comptes de son Etat, ne soient pas plus fortement inquiétés. La solidarité européenne est un bon principe, mais l'Europe ne doit pas pour autant être instrumentalisée par ses Etats-membres. Le durcissement des sanctions et des contrôles, y compris dans une logique de dépassement de la souveraineté des Etats membres, peut constituer un point d'accord avec l'Allemagne.
- **Le pacte de stabilité et de croissance devra également être revu, tant ses critères sont désormais obsolètes.** Les déficits ont largement dépassé la limite des 3% dans la période récente et la dette est quasiment partout supérieure, même en Allemagne, au seuil autorisé de 60% du PIB. Des pays ayant des taux de croissance différents, des démographies différentes, un coût de la dette différents et des taux d'inflation différents n'ont pas de raison d'avoir le même déficit : ce qui doit d'abord nous préoccuper, c'est bien la trajectoire des finances publiques. Nous sommes favorables à ce que chaque pays doive valider au niveau européen un plan sincère garantissant la soutenabilité de ses finances publiques. Dans ce cadre, les investissements (dans les infrastructures, dans l'éducation...), devront être clairement distingués des dépenses courantes, afin de permettre aux Etats européens de ne pas sacrifier leur avenir au présent.
- **L'Europe doit reprendre en main la stratégie de Lisbonne, grande absente des débats actuels : comment préparer l'avenir quand, avec 1,85% du PIB européen consacré à la recherche, notre effort est moitié moindre que ceux des Etats-Unis ou du Japon ?** Renouer avec cette vision économique nécessite une politique volontariste à l'opposé de l'attitude actuelle des gouvernements européens.
- **Dégager le budget nécessaire à ces investissements pourrait par ailleurs donner lieu à l'émission de dette européenne ciblée consacrée à ces grands projets.** Celle-ci pourrait constituer un premier pas dans la direction d'une mutualisation plus systématique de la dette

européenne.

- **La politique monétaire de la Banque centrale européenne doit enfin accompagner cet effort de croissance.** Plus que jamais, il devient indispensable de fixer à la banque centrale européenne un objectif de croissance, d'emploi et de contribution à la soutenabilité des finances publiques. Aux Etats-Unis, la Fed agit, à juste titre, pour faire baisser les taux, baisser le chômage, baisser le coût de la dette, baisser le dollar pour soutenir les exportations, sans d'ailleurs qu'on constate une hausse de l'inflation sous-jacente malgré une croissance plus forte qu'en Europe. En Europe, la hausse annoncée des taux, alors même que le chômage reste très élevé, serait une bien mauvaise nouvelle pour les ménages (par exemple lorsqu'ils veulent accéder à la propriété), pour les entreprises (qui souhaitent investir) et pour l'Etat (qui est endetté). Il serait absurde de se focaliser uniquement sur les prix bruts et le cours du pétrole, qui résulte beaucoup plus de la croissance des pays émergents que de tensions inflationnistes dans la zone euro.
- **La politique commerciale devra par ailleurs être beaucoup moins conciliante à l'égard de la Chine.** Il n'est pas acceptable que l'Europe soit beaucoup plus ouverte aux investissements étrangers que ses partenaires commerciaux et, par ailleurs, le régime de change chinois est manifestement défavorable à la zone euro. La France et l'Union européenne devront défendre avec plus de vigueur le principe de réciprocité : trop souvent, la signature de quelques grands contrats d'exportation, par exemple dans le nucléaire, masque un déficit commercial qui se creuse et des PME qui souffrent. Encore une fois, le prochain gouvernement devra beaucoup plus se préoccuper de l'économie française dans son ensemble et non se contenter de soutenir quelques groupes à coups de subventions publiques et de renoncements commerciaux. Les échanges internationaux sont dans l'ensemble bénéfiques pour nos entreprises et les consommateurs français, mais ils doivent être régulés dans un cadre respecté par tous.

III.3 La régulation financière : l'Europe protectrice

Sur la question de la régulation financière, l'Union européenne avance aujourd'hui, texte après texte, en ordre trop dispersé, sans vision d'ensemble ni leadership politique. C'est pourtant aujourd'hui le seul niveau institutionnel réaliste et efficace qui peut garantir une approche raisonnée de l'encadrement des activités financières. L'Autorité européenne des marchés financiers nouvellement instaurée a ainsi vocation à être un instrument d'encadrement, chargée d'autoriser la commercialisation des produits financiers, d'accréditer les acteurs habilités à les échanger et de sanctionner les pratiques illégales. Il nous faudra convaincre les autres Etats membres de la nécessité de cette évolution, tant il est indéniable que l'avenir de la croissance de 27 Etats européens ne peut dépendre de l'activité de la place financière de Londres sans qu'une autorité européenne de supervision n'ait droit de regard et d'intervention

- **D'abord, en développant une approche préventive de la régulation financière.** L'industrie

financière doit être soumise à des principes similaires à ceux de l'industrie pharmaceutique : Nous proposons de lancer une initiative, au sein de la zone euro, allant dans le sens d'une autorisation préalable à la mise sur le marché de produits financiers, sur le modèle de l'industrie pharmaceutique.

- **Les contribuables européens ne doivent plus payer pour les excès des banques.** Nous demandons à ce que celles-ci, au niveau européen, contribuent à un fonds assurantiel pour couvrir le coût éventuel de leur faillite. Lorsque les Etats apportent des aides d'urgence, les actionnaires doivent aussi assumer les conséquences de leur mauvaise gestion en voyant leur participation diluée. Le fait que les gouvernements refusent pour l'essentiel d'entrer au capital des banques en 2008, alors que certaines étaient gravement sous-capitalisées, aura représenté une perte d'opportunité considérable pour les citoyens, qui auront assumé un grand risque sans en tirer le juste bénéfice. Encore une fois, les pertes ont été socialisées et les bénéfices privatisés. Ce précédent fâcheux devra à l'avenir être absolument prévenu.
- **Nous devons réglementer sévèrement les pratiques occultes.** L'absence de lisibilité des échanges et des produits financiers a été une cause majeure de la crise de 2008. Il nous faut limiter considérablement la titrisation en chaîne et encadrer l'activité financière des acteurs non bancaires : compagnies d'assurance, hedge funds, fonds de pension, banques d'investissement, etc.
- **L'Europe devra enfin être beaucoup plus regardante sur les multiples dispositifs d'incitation à l'épargne, en écartant scrupuleusement de la liste des titres éligibles tous les produits spéculatifs.** De nombreux produits financiers spéculatifs, qui visent uniquement à répliquer les indices boursiers et à en multiplier les variations, sont non seulement autorisés mais même éligibles pour certains aux supports d'épargne défiscalisés comme les PEA ou les assurances-vie. Cela doit être remis en cause compte tenu du coût exorbitant de ces dispositifs.

III.4 Démocratie européenne et élargissement

Il faut le reconnaître, l'Europe souffre d'un désamour important. Pour ceux qui, comme nous, souhaitent davantage et non moins d'Europe, ce constat interpelle. Nous devons être lucides : il y a bien, en Europe, un déficit démocratique et un sentiment de perte de sens. La réponse à ce désamour ne se trouve pourtant pas dans les dénonciations populistes de l'Europe en tant que telle : il faut y apporter des réponses concrètes et précises et des explications convaincantes.

Rappelons d'abord, on l'oublie trop souvent, que la droite est dominante au parlement européen depuis 1999. Si l'Europe est souvent conservatrice et libérale, c'est d'abord parce que les Européens ont voté pour cette droite, même si celle-ci ne revendique pas beaucoup son bilan européen. Paradoxalement, les institutions européennes sont perçues comme apolitiques, et la droite française accuse volontiers l'Europe de tous les maux, oubliant lorsque cela l'arrange que c'est son propre parti qui la dirige depuis

plus de 12 ans ! Pour qu'il y ait une vraie démocratie, il faut que des majorités claires se dégagent et que les élus assument publiquement leurs responsabilités.

- **A ce titre, nous défendons l'idée que les élections européennes permettent l'affrontement de listes transnationales, avec une prime majoritaire pour la liste arrivée en tête et l'élection à la Présidence de la commission de la personnalité choisie comme tête de la liste gagnante.** Cette évolution nous semble centrale pour aller vers une démocratie européenne. Elle ne garantit en rien l'élection d'un président de la commission de gauche, mais elle doit en tout cas permettre une plus grande lisibilité et une redevabilité accrue des députés européens.
- Une grande initiative publique d'évaluation, conduite par le parlement européen, des politiques mises en œuvre par la Commission pourrait aussi permettre de battre en brèche l'impression que les politiques européennes se font en dehors de tout contrôle démocratique (ou de simple contrôle d'efficacité). **En Europe comme en France, la culture de l'évaluation doit être défendue.**
- L'Europe de la justice et de la sécurité peut constituer une voie intéressante de "proximité par l'expérience" entre Bruxelles et les citoyens. Nous prônons ainsi la mise en place d'un cadre communautaire de régulation des pratiques des États membres en matière de justice et de sécurité, dans une perspective centrée sur l'égal accès de tous les européens au même niveau de sécurité et de protection des libertés fondamentales du citoyen, notamment en renforçant les garanties que peut apporter l'Europe au citoyen face aux États membres.
- **Nous sommes enfin convaincu qu'il n'existe pas d'approfondissement durable, et donc démocratique, de l'intégration européenne sans l'affirmation de l'objectif d'une forme d'Etat fédéral,** c'est-à-dire où la souveraineté s'exerce de manière indépendante de l'appartenance nationale, cela pour les domaines qui le requièrent, et dans le respect du principe de subsidiarité. Le dépassement de la contradiction entre fédéralisme et nation ne peut plus passer par une complexité institutionnelle toujours accrue : une telle approche risque de dissoudre la légitimité démocratique de la construction européenne et les peuples ne sont pas dupes.

La question de l'élargissement, enfin, est un sujet difficile pour la gauche. Nous défendons, pour notre part, une vision politique de l'Europe, qui dépasse les cadres géographiques et religieux. Sont éligibles à nos yeux les Etats volontaires et qui respectent les normes démocratiques, juridiques et économiques fixées par les Etats-membres à l'unanimité.

- **A ce titre, nous rappelons la vocation européenne des Balkans et bien sûr de la Turquie.** Cette dernière, malgré ses progrès, n'est à l'évidence pas en position d'achever à court terme son processus de négociation et d'adhérer à l'Union. Elle doit encore progresser économiquement, reconnaître le génocide arménien, clarifier les rôles respectifs de l'armée et des autorités religieuses, progresser dans le respect des droits des minorités, etc. Les récents évènements du Proche-Orient doivent néanmoins nous inviter à considérer son rôle de modèle pour les nouvelles

démocraties qui se forment, et notre responsabilité. S'il est vraisemblable que son entrée dans l'Europe ne se fera pas dans les cinq prochaines années, il nous semble indispensable que la perspective des négociations soit l'adhésion à l'Union Européenne.

- **A plus long terme, le printemps démocratique qui a soufflé sur les pays arabe doit nous inciter à penser le projet politique européen en intégrant le pourtour méditerranéen.** Nous sommes sûrement, sur ce point, un peu en avance, alors même que la question de la Turquie cristallise les difficultés. Mais notre conviction est que l'Europe se meurt de sa technocratie et de son pragmatisme. Il nous faut lui redonner une perspective démocratique en prenant appui sur les bouleversements récents et en prenant à rebours le discours stigmatisant de la droite.

III.5. Pour un nouveau partenariat Nord-Sud

La France a, au-delà du projet européen, une vocation universaliste qui, si elle est brocardée, est constitutive de notre identité nationale. Les rapports que nous entretenons avec les pays en développement, notamment en Afrique, sont aujourd'hui trop souvent en contradiction avec les valeurs que nous défendons.

- **La politique de coopération - il serait plus judicieux d'utiliser le terme moins passéiste de partenariat - connaît, depuis 2007, des évolutions inquiétantes.** De plus en plus, les projets de développement financés par la France sont conditionnés à la signature d'accords migratoires ou de contrats commerciaux. Cette politique à courte vue doit cesser.
- **Les budgets bilatéraux accordés au financement en subvention de programmes sociaux (éducation, santé, planification familiale) sont en chute libre, au détriment des programmes de prêts, parfois accordés à des pays dont les annulations de dette viennent d'être financées !** La part des ONG et des collectivités locales dans l'aide au développement française est également très faible, cinq fois inférieure à la moyenne européenne ? Cela doit changer : nous proposons que le nouveau partenariat Nord-Sud que nous appelons de nos vœux mobilise beaucoup plus les compétences techniques et les bonnes volontés qui existent dans les ONG, les associations de migrants ou les collectivités locales.
- **Nous constatons aussi que de nombreux aspects des relations de la France avec les pays africains sont marqués du sceau du passé.** Les bases ou dispositifs militaires permanents disposés en Afrique (Sénégal, Gabon, Côte d'Ivoire, Tchad, Djibouti) dans un contexte de guerre froide témoignent d'un passé qui ne passe pas. Nous préconisons donc une transition progressive de cette présence française vers une force européenne susceptible d'être mobilisée rapidement dans le cadre de mandats onusiens.
- **Comment ne pas s'étonner également, plus de 50 ans après les indépendances, que la monnaie de 15 pays africains soit aujourd'hui garantie par le trésor français, et que la Banque de**

France héberge d'importantes réserves de banques centrales africaines ? Là encore, l'Afrique doit obtenir sa pleine souveraineté monétaire et l'Union européenne doit pouvoir accompagner et aider cette transition, afin de le faire dans un cadre stable et sécurisant pour les acteurs économiques de la région.

- **L'Afrique doit conquérir sa souveraineté alimentaire, en développant des productions agricoles locales répondant à l'essentiel de ses besoins.** De ce point de vue, les accords de partenariat économique, qui patinent depuis des années et n'ont pas fait la preuve de leur utilité, devront également être totalement remis à plat. L'Union européenne doit favoriser le développement de la production agricole en Afrique et non indemniser des pays africains en raison du système commercial qu'ils pourraient être amenés à subir.
- **Enfin, un travail politique s'impose pour que la France prononce, enfin, les mots justes au sujet de son rôle pendant la colonisation.** Cette question est importante pour consolider la communauté nationale : le silence gêné qu'ont adopté tous les Présidents de la 5^{ème} République ne peut plus durer. Il ne s'agit certainement pas de mettre en accusation des hommes, car aucune responsabilité individuelle n'est en cause, mais bien de décrire avec justesse un système, politique, qui a séparé les hommes selon leur origine ou leur apparence, marginalisé des populations entières et privé de citoyenneté des êtres humains. La France n'a pas besoin de tomber dans l'autoflagellation, mais un effort de lucidité historique s'impose, afin que chaque Français puisse connaître réellement notre histoire, se l'approprier et la partager.

CONCLUSION

Ce texte, bien sûr, ne couvre pas tous les champs abordés par le projet socialiste. Tel n'est pas notre but. Nombreux sont les sujets qui n'y sont pas traités ou qui sont trop rapidement effleurés, mais il nous semblait pourtant important de donner, sans tomber dans la "tentation du catalogue", notre vision des grands enjeux de 2012.

Au-delà des mesures et des recommandations, c'est bien la nécessité de redonner du souffle et de l'espoir à la France qui nous a guidé dans nos réflexions. Après 5 ans de sarkozysme et 30 ans de difficultés économiques, c'est ce qu'attendent de nous les Français. Les pays qui réussissent bénéficient certes de conditions économiques meilleures ou d'une dynamique de rattrapage. Ils se caractérisent surtout par la confiance de leur population et par un consensus autour du vivre-ensemble moins fragilisé. Cette dynamique, c'est ce qu'il nous faut retrouver à travers un discours ambitieux; ce consensus, c'est celui qu'il nous faut refonder, alors que la société change et que Nicolas Sarkozy a profondément abîmé l'idée-même de communauté nationale et européenne.

Il y a, dans les investissements d'avenir et la rénovation des relations entre les citoyens et la puissance publique, la perspective d'un renouveau de la social-démocratie. Celle-ci doit retrouver une posture offensive, politiquement et idéologiquement. A nous de rompre le signe indien qui voit la droite triompher, alors même que la crise aurait dû sonner le glas de la pensée libérale. L'avenir nous appartient.